

## Questions orales

● (1420)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, en matière de concessions, nous parlons en fait d'une question qui a été tranchée par des autorités pertinentes aux États-Unis, qui nous disent que «si nous voulons avoir accès à leurs marchés, il faut faire une mise comme au poker». Nous avons contesté cela et nous continuons à le faire très énergiquement.

**M. Orlikow:** De combien la mise?

**Une voix:** Énergiquement?

**M. Mulroney:** La mise initiale de la partie... très énergiquement, très sérieusement.

**M. Tobin:** Parole de fantoche.

**M. le Président:** Les députés comprendront que tous les députés à la Chambre ont le droit de se faire entendre aussi bien lorsqu'ils posent des questions que lorsqu'ils y répondent. Des remarques comme celles que je viens d'entendre ne facilitent pas la tâche des députés et suscitent le désordre à la Chambre. J'invite tous les députés à un peu de retenue. L'honorable premier ministre.

**M. Mulroney:** Comme je le disais, monsieur le Président, nous suivons actuellement avec l'approbation des premiers ministres une démarche destinée à résoudre un problème très complexe à l'avantage du Canada en nous garantissant un accès continu au marché en question. Le leader du député est en train de l'informer. S'il a d'autres questions, j'y répondrai volontiers.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, en guise de question supplémentaire, je dirai au premier ministre qu'à mon avis sa dernière intervention n'a fait qu'accroître encore la confusion qui entoure toute cette question.

Vous dites que vous négociez une forme de proposition...

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Axworthy:** Je vous demande pardon. Je reformule ma question, monsieur le Président. Je voudrais demander au premier ministre pourquoi nous faisons une offre dont nous ignorons tous les détails au moment même où le premier ministre nous dit que nous continuons à poursuivre l'affaire devant les tribunaux américains et le tribunal international. On ne peut pas proposer de négocier une affaire tout en la récusant en même temps devant un tribunal. On ne peut pas constamment se contredire de cette façon. Nous voudrions savoir exactement ce que vous faites. Essayez-vous de négocier une entente ou de poursuivre l'affaire devant les tribunaux?

**M. le Président:** Le député sait très bien que la dernière partie de sa question a largement débordé des normes acceptables. Je sais que le député souhaite poser sa question avec énergie, mais je lui rappelle que la présidence a dû se lever plusieurs fois à propos de questions analogues. Je sais que la

Chambre serait heureuse qu'il pose ses questions avec énergie, mais je l'invite à faire un peu plus attention à l'emploi du vous.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, si vous le permettez je vais reformuler ma question. Ma question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement cherche-t-il maintenant à faire une autre offre finale aux États-Unis sur la base de l'imposition de taxes ici au Canada, ou continue-t-il à poursuivre cette affaire devant le tribunal international et devant les tribunaux américains? Quelles sont les intentions du gouvernement?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous essayons de parvenir à une entente sur une démarche nous permettant de résoudre une question très complexe dans l'intérêt du Canada et de conserver au Canada 600 ou 700 millions de dollars par an qui pourront être réinjectés par exemple dans l'industrie forestière de la Colombie-Britannique, au lieu de partir ailleurs.

Mon collègue parle de contradictions à propos des négociations commerciales. Voici la conclusion d'une analyse de M. Cohn dans le *Toronto Star*:

Les libéraux ont maintenant 4 positions sur le libre-échange: Johnston, à fond pour les négociations; Axworthy, en faveur d'un moratoire; Gray, à fond contre. Enfin, il y a Turner... Si cet enchevêtrement de signaux suscite la confusion...

**M. le Président:** A l'ordre. Le député d'Oshawa.

## L'ANNONCE DE LA MINISTRE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question porte sur la position du gouvernement du Canada. Tout d'abord, la ministre du Commerce extérieur a déclaré qu'il ne devrait pas y avoir de négociation, car cela affaiblirait notre position dont un tribunal avait été saisi. Or, elle a elle-même affaibli notre position en déclarant que le Canada ferait une offre définitive de 10 p. 100. Elle a ensuite offert 15 p. 100. Finalement, lors de la Conférence des premiers ministres, elle a annoncé qu'elle avait conclu un marché avec le département américain du Commerce, ce que celui-ci a nié dans les heures qui ont suivi. Le premier ministre croit-il que le gouvernement du Canada jouit encore de la moindre crédibilité dans les négociations?

● (1425)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je pense que le chef du Nouveau parti démocratique tient à examiner des faits concrets. Il a dit que la ministre avait annoncé un accord. La ministre n'a pas annoncé d'accord. Ce qu'elle a annoncé, c'est que nous nous étions tous entendus sur l'approche à adopter pour tenter de résoudre...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Axworthy:** Il s'agit maintenant d'une approche.

**M. Mulroney:** Le copain du chef du NPD, le député de Winnipeg—Fort-Garry...

**M. Axworthy:** Soyez gentil.